

**conférence-débat**

**ECONOMIE  
SOLIDAIRE  
ET  
INSERTION**

**avec Martin HIRSCH**

**MARDI  
15  
NOV  
19H**



**A L'ENPJJ, 16 RUE DU CUROIR A ROUBAIX  
UNIVERSITE POPULAIRE ET CITOYENNE DE ROUBAIX**



## Université Populaire et Citoyenne à Roubaix

L'université populaire et citoyenne est une association loi 1901, fondée en 2004 par des militants engagés dans des actions d'Éducation Populaire sur la Ville de Roubaix. Elle s'est donné pour objet d'organiser des croisements de savoirs entre citoyens sur les questions d'intérêt général. Elle est à la fois :

■ **un lieu de formation citoyen** avec la mise en place de cycles de conférences-débats, de séminaires et de « cafés-citoyens » dans les quartiers. Ces lieux d'échanges et de formation sont gratuits et ouverts à tous.

■ **un lieu d'action collective** avec l'organisation « d'équipes de recherche-action sociales » (Eras) créées à l'initiative de citoyens volontaires, chargées de concevoir et animer différents programmes de croisements de savoirs.

En 2011, quatre recherches-actions proposent un programme riche de rencontres sur quatre thématiques :

■ « **le racisme et la discrimination** » en développant notamment des ateliers d'histoire locale,

■ « **le travail et l'insertion** » en élaborant des propositions visant à « bouger la politique de l'emploi à Roubaix »,

■ « **l'écologie urbaine** » en accompagnant le collectif de l'Union dans le projet d'implantation de l'écoquartier de l'Union à Roubaix-Toucoing-Wattrelos,

■ « **la santé citoyenne** » par la mise en débat d'une première offre publique de réflexion sur les trois axes : la santé surdéterminée par la précarité ; les difficultés à se soigner ; vivre "bien" avec une maladie ou un handicap.

L'Université populaire et citoyenne veut permettre à tous les habitants de participer à la construction des politiques publiques, en leur proposant à la fois des outils et un espace d'expression.

---

*Université Populaire et Citoyenne à Roubaix  
c/o FAL, 20 rue de Lille 59100 Roubaix  
Tél : 03.20.82.23.96 / [contact@upc-roubaix.org](mailto:contact@upc-roubaix.org)  
Toute notre actualité sur [www.upc-roubaix.org](http://www.upc-roubaix.org)*

Conférence-débat du 15 novembre 2011 avec Martin HIRSCH

# INSERTION ET ÉCONOMIE SOLIDAIRE

En octobre 2009, Martin Hirsch était déjà venu à Roubaix discuter des propositions de l'UPC en matière d'insertion et d'emploi. Depuis sa création en 2004, l'UPC s'est en effet engagée dans une réflexion collective et citoyenne sur l'insertion par l'emploi et l'économie solidaire. Après plusieurs cycles de rencontres sur les thèmes du chômage, des contrats aidés, de l'insertion et d'autres encore, des propositions ont émergé. C'est de ces propositions que Martin Hirsch était venu discuter autour d'une table ronde il y a deux ans avec Pierre de Saintignon pour le Conseil régional et Rémi Pavros pour le Conseil général.

Il est donc revenu le 15 novembre 2011 à Roubaix pour débattre de l'économie solidaire et de l'insertion. Vincent Boutry, directeur de l'UPC, animait le débat. Il était accompagné de Dominique Spingler, militante de la méthode IOD et de Pierre Wolf, porteur du projet Baraka, restaurant coopératif à Roubaix, tous deux impliqués dans les travaux de l'UPC sur la question du travail et de l'insertion.

## Synthèse du débat

### Quel sens aujourd'hui pour la notion de travail et de rémunération ?

Martin Hirsch a d'abord été interrogé sur la valeur du travail et de sa rémunération. Le sens de ce mot est en effet remis en question lorsque des salariés en CDI travaillent à plein temps, touchent le SMIC après quinze ans d'ancienneté et bénéficient du RSA ; de même lorsque le gouvernement multiplie les annonces sur le travail obligatoire pour les bénéficiaires du RSA. Pour Martin Hirsch, il ne faut pas opposer les revenus du travail et les revenus de la solidarité. Depuis les années 1970, le chômage a augmenté et une catégorie nouvelles de salariés est apparue : celles des travailleurs pauvres. Face à cela, une augmentation des salaires aurait d'après lui un impact direct sur l'emploi dans beaucoup de secteurs. Même pour des associations, l'augmentation du coût du travail impliquerait une diminution des embauches.

### Une augmentation des salaires ferait pression sur l'emploi

Le RSA a donc été une ébauche de solutions à ce double problème. C'est le choix d'un impôt négatif, d'un revenu



de solidarité. En dessous d'un seuil de revenus, il permet à des familles qui ne vivent qu'avec un seul SMIC de vivre un peu plus dignement. Pour une personne qui retrouve un emploi, cela permet de ne pas se retrouver avec moins de revenus que lorsqu'elle était au chômage. Il faut donc des compléments de salaires et des aides en plus pour le logement, les enfants, etc.

## MARTIN HIRSCH

Président d'Emmaüs, puis haut commissaire aux solidarités actives, engagé pour la création du Revenu de Solidarité Active au sein du gouvernement FILLON, Martin HIRSCH est aujourd'hui président de l'Agence du service civique. Il prend l'image du « plombier » pour expliquer son engagement au sein des institutions et des gouvernements auxquels il a participé, tentant ainsi de « réparer les fuites » du système et mieux répartir les moyens. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont les plus récents sont : *Objectif monde : le défi universel de la protection sociale* (Stock, 2011) ; *Pour en finir avec les conflits d'intérêts* (Stock, 2010), *Secret de fabrication : chroniques d'une politique expérimentale* (Grasset et Fasquelle, 2010).



### Militer pour réduire les écarts de salaires

Mais en effet, il est anormal pour Martin Hirsch d'être encore au SMIC après de nombreuses années d'ancienneté. La solidarité nationale ne doit pas être un complément de revenus lorsqu'une entreprise dégage par ailleurs de grands bénéfices. Certains pointent l'écart croissant dans le partage de la richesse entre le profit et les salaires. Mais la part accordée aux salaires est en réalité stable. C'est au sein des salaires que les inégalités se sont accrues, entre les plus hauts salaires qui se sont envolés et les plus bas qui sont restés faibles. Ne pourrait-on pas imposer des limites d'écart ou taxer les plus hauts salaires ?

### Associer les entreprises pour lutter contre les discriminations

Il a été rappelé que le RSA pouvait avoir des effets pervers, notamment sur la précarité des emplois ou le maintien des bas salaires. Afin de permettre l'insertion par l'emploi des personnes qui cumulent des difficultés, ne pourrait-on pas proposer une obligation de solidarité nationale qui

associe les entreprises à l'embauche de ces personnes ? Martin Hirsch a fait le constat que la plupart des grandes entreprises privilégient l'embauche des personnes les plus productives à un moindre coût, c'est-à-dire dans la tranche des 30-50 ans. Elles préfèrent laisser à la société le soin de s'occuper des plus jeunes et des plus vieux. Il a donc proposé d'offrir aux entreprises une compensation de ses surcoûts lorsqu'elle embauche un jeune par exemple, mais avec une obligation de remboursement en cas de non-respect des engagements.

### L'économie sociale et solidaire peut elle être une réponse au chômage ?

Pour Martin Hirsch, l'ESS peut aider l'emploi. En partant de l'exemple du Relais, il a détaillé un modèle économique possible pour les activités sociales et solidaires, basé notamment sur les micro-taxes. Le Relais a connu de grandes difficultés face à la diminution de la qualité des textiles qu'il récupérait et à l'augmentation du coût de la gestion de ses déchets. En appliquant une micro-taxe sur les vêtements pour financer leur recyclage, les consom-

mateurs sont incités à ne plus jeter aux ordures leurs vêtements usagés et l'argent récolté vient en financer le retraitement. Pour chaque filière, ce modèle peut être appliqué et soutenir des activités et des emplois.

## L'ESS doit se rendre indépendante des subventions

Dans ces démarches, s'associer aux grandes entreprises permet de profiter de leur force de frappe. Le groupe Danone a par exemple été accompagné pour agir en faveur des populations les plus démunies. Il lui a été proposé de permettre aux personnes à faibles revenus d'accéder aux produits d'alimentation des nourrissons à prix réduits. Cette activité fonctionne sur un modèle économique social et solidaire et tous les bénéfices sont réinvestis en éducation à l'alimentation. C'est long et complexe à monter, mais ce type de partenariat permet de toucher



beaucoup de monde, de créer de l'emploi et d'améliorer l'inclusion sociale. Les pouvoirs publics dans ces montages doivent avoir un rôle d'animateur et de modèle, en soutenant l'activité par la commande publique par exemple.

## Discussion avec le public

*L'ESS peut être intéressante localement, autant sur le plan économique que démocratique. Mais n'y a-t-il pas un danger de schizophrénie de voir de grandes entreprises s'associer à des modèles ESS alors qu'elles fonctionnent sur un modèle néolibéral ?*

**Martin Hirsch :** Notre système crée de la richesse tout en créant de la pauvreté. Certaines entreprises essaient donc de se dissimuler en faisant de l'ESS afin de se donner une bonne image. Mais d'autres entreprises pensent sincèrement que commencer à agir dans l'ESS permettra de faire doucement changer le système actuel.

*Pour que le RSA atteigne réellement ses objectifs, il faut qu'une politique salariale et une politique fiscale l'accompagnent. Or, le gouvernement n'a pas porté ces réformes et le système du RSA que vous avez soutenu en a été décrédibilisé. Par ailleurs, ce même gouvernement propose actuellement d'instaurer du travail obligatoire pour les allocataires du RSA. Comment pouvez vous assumer votre engagement dans ce même gouvernement ?*

**Martin Hirsch :** Cette question m'a été posée de nombreuses fois et je me la suis posée aussi avant d'accepter d'entrer au gouvernement. Je savais que sur mon projet et sur son environnement, il y allait avoir des choses sur lesquelles je n'aurais pas d'influence. Que faire ? Attendre les conditions optimales pour agir et tout réaliser d'un seul coup ? Je ne pense pas que ces conditions existeront un jour, j'ai donc saisi les opportunités pour faire avancer les choses un petit peu. C'est vrai que tout ne fonctionne pas dans le RSA. Mais en attendant il permet à beaucoup d'avoir plus de revenus ou des compléments de salaires.



Sur le travail obligatoire, avant que ça ne devienne une idée du gouvernement, des associations ou des Conseils généraux ont réfléchi sur les moyens de refaire travailler quelques heures par semaine des personnes qui cumulent les obstacles à l'emploi. Pourquoi ne pas créer des contrats de 7h par semaine pour aider des gens à retrouver la voie de l'insertion ? Mais bien sur, je suis contre l'idée de précariser encore plus, de présenter cela comme une contrainte et de ne pas rémunérer ce travail. La condamnation complète est inefficace. Il vaut mieux se mobiliser localement pour faire de cette mesure un moindre mal, voire en tirer des bénéfiques.

*Pensez vous que favoriser l'accès au logement pourrait améliorer l'accès à un travail ?*

**Martin Hirsch :** Je pense qu'il faut essayer de régler tout à la fois plutôt que de travailler de façon séquentielle. Avoir d'abord un logement sans travail crée un risque énorme d'avoir des factures et un loyer sans avoir de revenus pour les payer. Tout comme avoir un travail avant un logement empêche la stabilité et renforce la précarité dans le travail. Il faut donc travailler en même temps avec les personnes sur le logement, le travail mais aussi tout le reste.

*Les politiques d'insertion sont complexes à mettre en œuvre sur le terrain, notamment à cause des limites d'âge. Quel accompagnement proposez vous pour le service civique ?*

**Martin Hirsch :** Ce n'est pas un dispositif de plus pour l'emploi des jeunes. C'est un cadre pour permettre aux jeunes de s'engager, quelque soit leur parcours, leurs origine scolaire. Il est limité à un an maximum pour ne pas enfermer les jeunes dans ce cadre. Mon rêve serait que chacun donne un peu de temps à l'intérêt général, que le bénévolat et l'engagement associatif soient plus répandus. Toutes les associations et les collectivités locales peuvent accueillir des services civiques. Tourcoing a pris 108 jeunes en service civique. Pourquoi Roubaix n'en prendrait pas 109 ? Le service civique n'est pas un remède en soi contre le chômage mais pourrait par exemple être un moyen pour la jeunesse roubaisienne de se battre afin d'améliorer l'emploi des jeunes.



Par ailleurs, nous réfléchissons actuellement à des accords pour permettre à une partie des jeunes en service civique dont les capacités ont été détectées d'intégrer directement des grandes écoles ou des entreprises. Plutôt que de prier les entreprises d'embaucher des jeunes, ce serait un moyen d'inverser le rapport de force et de proposer des jeunes qualifiés et motivés.

*Tout le monde a envie de travailler, or le travail aujourd'hui n'est pas forcément reconnu, ni par l'activité ni par le salaire. Les entreprises cherchent plus à faire des marges rapides avec le capital financier plutôt que de valoriser à long terme le capital humain. Pourquoi ne pas partager l'emploi et arrêter de surcharger les personnes avec des heures supplémentaires ?*

*Par ailleurs, ici dans le bassin d'emploi de Roubaix, près de 12000 personnes n'ont que le RSA pour vivre. Comment voulez vous vivre avec 410 euros par mois ? Plutôt que de donner du RSA aux personnes qui travaillent, pourquoi ne pas augmenter cette allocation pour les personnes sans revenus ?*

**Martin Hirsch :** Heureusement, en plus du RSA, il y a d'autres allocations, pour le logement ou pour les enfants par exemple. C'est vrai, on ne peut pas vivre avec. Mais en même temps, il ne faut pas perdre de l'argent quand on retrouve un travail. Il faut donc agir sur tous les leviers en même temps. Les personnes sans emploi et celles

qui en retrouvent. L'étape suivante, c'est d'indexer le RSA sur le salaire. Il faut savoir que dans les prochaines années, les dépenses sociales n'augmenteront pas alors que les besoins augmenteront.

*En travaillant à temps plein, on peut bénéficier de jusqu'à 280 euros de RSA. Peut-on faire une enquête en France pour savoir à quel point les grandes entreprises profitent du système ? Chez Camaïeu, nous vous avons expliqué que des salariés pouvaient gagner le SMIC depuis quinze ans et toucher le RSA, alors que dans le même temps le patron gagne 23 millions d'euros par an et que cette même année 270 millions d'euros ont été redistribués aux actionnaires. Comment faire pour que ces entreprises aux bénéfices démesurés puissent être taxées ?*

**Martin Hirsch :** Pour éviter ces abus, on pourrait imposer un ratio entre les plus hauts et les plus bas salaires au sein de l'entreprise au-delà duquel elle ne bénéficierait plus d'allègement de charges.

*Est-ce qu'un salaire maximal est possible ?*

**Martin Hirsch :** Je suis éthiquement, psychologiquement et moralement pour un salaire maximum. Ce n'est pas supportable, mais personne ne le fera jamais. D'abord parce que constitutionnellement ou juridiquement c'est très complexe. Une des solutions alternatives serait d'augmenter les impôts et aller à plus de 50 % pour les plus hauts revenus. Par ailleurs, les plus hautes rémunérations en entreprise devraient être votées à l'assemblée générale des actionnaires et pas en comité réduit comme c'est souvent le cas. Enfin, au dessus d'un certain montant de salaire, une partie pourrait être obligatoirement versée sous la forme de parts à long terme dans le capital de l'entreprise. Ou encore, on pourrait indexer les hauts salaires sur le taux de pauvreté.

Séminaire du mercredi 16 novembre 2011

# POUR UNE DÉMOCRATIE LOCALE DE L'INSERTION

**Au lendemain de la conférence-débat de Martin Hirsch sur l'économie solidaire et l'insertion, les participants de ce séminaire étaient invités à réfléchir collectivement sur les moyens d'améliorer la politique locale de l'emploi. Pertinence des emplois aidés, partage de l'emploi, complexité des services d'accompagnements ou encore discrimination à l'embauche étaient au programme. Cinq ateliers se sont attelés à la tâche pour faire avancer le débat.**

## Synthèse des ateliers

### 1. LES STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT EN DIFFICULTÉ

Les participants, qu'ils soient demandeurs d'emploi ou référents dans les structures d'accompagnement vers l'emploi et l'insertion, ont tous pointé du doigt les difficultés d'organisation de ces structures. Au Pôle Emploi, les objectifs chiffrés et les portefeuilles de demandeurs d'emploi sont trop importants pour que les conseillers puissent travailler dans de bonnes conditions. Dans les CCAS, cette pression n'est pas moins forte, comme en témoigne le turn-over des référents dans ces structures. Cette ambiance culpabilise les employés et accroît le sentiment d'impuissance. Cette pression se ressent ensuite sur la confiance entre les référents et les demandeurs d'emploi, qui font l'objet de suspicions et de préjugés.

Les relations entre les différentes structures sont également difficiles. Le découpage du territoire d'action, la répartition obscure des compétences et l'absence de communication tend à créer un fossé entre les employés qui complexifient encore plus les démarches pour les demandeurs d'emploi.

Il a donc été proposé de construire de véritables plateformes fusionnées de l'emploi, dans lesquelles les différentes institutions collaborent et offrent aux demandeurs d'emploi une interface claire et facilement identifiable.

### 2. LA COMPLEXITÉ DES DISPOSITIFS D'AIDES

Le second sujet de réflexion concernait les dispositifs d'aide à destination des demandeurs d'emplois et plus particulièrement le RSA. Les découpages entre accompagnement social ou professionnel pour décider de l'institution référente créent des problèmes de coordination pour les conseillers. De même pour le RSA chapeau (pour les salariés), la complexité de calcul explique que certains ayants droit renoncent à en bénéficier.

Les aides à la mobilité ont également été évoquées au sujet de la répartition des emplois. Si certaines régions sont plus pourvues, il est actuellement difficile pour les demandeurs d'entreprendre un projet de déménagement. Il manque une véritable politique de soutien à la mobilité pour accompagner les demandeurs prêts à changer de département pour trouver de l'emploi.

Les formations n'ont pas manqué d'être critiquées non plus pour leurs difficultés d'accès. La VAE (Validations des Acquis de l'Expérience) ou la VAP (Validation des Acquis Professionnels) nécessite le montage de dossiers, le passage devant des jurys et leur obtention est souvent difficile.





### 3. LE FLOU SUR LES CONTRATS AIDÉS

Comme pour les deux sujets précédents, c'est encore la complexité du système qui a été critiquée. Les cadres et les critères évoluent constamment, ce qui freine les demandeurs d'emploi et leurs conseillers dans leur mise en œuvre. Une fois embauché, c'est l'absence d'accompagnement qui a été condamnée. Au quotidien, il n'y a pas de personnes compétentes mobilisées pour suivre les bénéficiaires et valoriser l'opportunité d'un contrat aidé. Ils restent en effet de court terme et la question de la suite nécessite une aide à la projection dans l'avenir.

Par ailleurs, une question a été soulevée concernant les besoins qui se masquent derrière les contrats aidés. Bien souvent dans les organisations, il existe un réel besoin d'embauche mais le coût du travail étant trop important, les contrats aidés sont préférés aux dépens des demandeurs d'emplois qui peinent à sortir de la précarité. Ces contrats peuvent être de véritables tremplins mais pour cela, les objectifs de l'employé comme de l'employeur doivent être clairement établis en amont.

### 4. INSERTION ET DISCRIMINATION, LES INÉGALITÉS EXISTENT TOUJOURS

Discrimination à l'adresse, au sexe, à l'origine ethnique, les exemples donnés par les participants étaient nombreux. Un des ateliers est revenu sur la méthode IOD (Interven-

tion sur l'Offre et la Demande) comme un moyen d'insertion inédit et efficace. En agissant à la fois sur les demandeurs et les entreprises d'accueil, cette méthode permet de battre en brèche un certain nombre de discriminations à l'emploi. Elle représente également un moyen d'aller à la rencontre des entreprises, qui sont souvent oubliées ou absentes des réflexions sur l'emploi.

Pour plus d'insertion, des propositions ont également été faites sur la création d'activités notamment en économie sociale et solidaires. Beaucoup de jeunes qui aujourd'hui gagnent leur vie dans l'économie parallèle de façon illégale ont développé des compétences très avancées en gestion, commerce et logistique. En recrutant des personnes compétentes au sein des centres sociaux, ces acquis pourraient être reconvertis en aidant ces jeunes à monter leur propre entreprise.

### 5. LES SERVICES À LA PERSONNE, UNE OPPORTUNITÉ ?

Un atelier s'est penché plus particulièrement sur les emplois d'aides à domicile, qui se multiplient aujourd'hui. Le premier constat est celui d'une grande confusion au sein de ces métiers, qui recoupent pourtant des compétences très différentes : médicale, psychologique, sanitaire, sociale, etc. Cela pose la question de la qualification réelle de ces personnes qui exercent pourtant des responsabilités non négligeables en travaillant au domicile des personnes, dans leur intimité et parfois en prodiguant des soins. Par ailleurs, ce secteur connaît une grande précarité. Beaucoup sont rémunérés grâce aux Chèques Emplois Services, dont le cadre ne garantit aucune stabilité ou durabilité.

Il a donc été proposé de clarifier les qualifications de ces métiers en distinguant les tâches qui relèvent de l'accompagnement psychologique, social ou médical. Par exemple, au Québec a été créé le « baluchonnage », service d'aide à domicile spécialisé dans l'accompagnement des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer. Il a également été proposé de prolonger le cadre de la fonction publique hospitalière pour accompagner les hospitalisa-



tions à domicile, qui requièrent de véritables compétences. Les services d'aide à la personne peuvent en effet être de véritables emplois tremplins si l'opportunité de formation existe et permet d'évoluer et de se qualifier.

## 6. PARTAGER LE TRAVAIL

Un des ateliers s'est penché sur l'idée de partager le travail pour créer plus d'emploi. Les congés d'utilité sociale seraient par exemple un moyen de libérer des postes en prenant des congés à vocation d'engagement ou de formation. Cela permettrait autant aux entreprises qu'aux salariés de retrouver du souffle après plusieurs années de travail qui peuvent parfois diminuer la motivation. Ces congés permettraient aux salariés de s'engager auprès d'associations ou de se former. Le financement pourrait être pris en charge par l'État, afin de ne pas pénaliser les entreprises. Les personnes qui les remplacent seraient des bénéficiaires en moins pour les allocations de chômage et dégagerait ainsi une source de financement.

Cela soulève évidemment plusieurs questions et premièrement la durabilité de l'emploi pour les personnes qui comblent les postes vacants. L'expérience danoise de ce système apporte une réponse, en révélant que près de 80 % des remplacements sont suivis d'un emploi durable. Ensuite, il y a forcément une inquiétude sur la garantie de retrouver un emploi pour la personne qui revient de son congé. Mais comme cela existe pour les femmes qui reviennent après leur congé maternité, des garanties peuvent être instituées. Des médiateurs pourraient accompagner les salariés et les entreprises dans ces démarches afin de les informer et les rassurer sur les modalités de ces congés.

Les participants ont donc en général appelé à une clarification dans les dispositifs afin que les structures puissent échanger et se coordonner. Ce besoin de clarté concerne également les chiffres et les résultats des différents dispositifs pour discuter et évaluer leur efficacité. Par exemple, sur les ZFU (Zones Franches Urbaines) et les exonérations fiscales accordées aux entreprises, il n'y a aujourd'hui aucune analyse des retombées réelles sur l'emploi local. Plus largement, cela contribuerait à instituer une démocratie locale de l'emploi. L'UPC et ses actions ont été saluées comme un bon début à cela.

## Commentaires de Martin Hirsch

### *« Le RSA a permis de résoudre des défauts du RMI »*

Martin Hirsch a d'abord souhaité défendre quelques points concernant le RSA. En admettant qu'il a généré plus de travail pour Pôle Emploi, il a précisé que le RSA était aussi une réponse à un besoin des demandeurs d'emploi d'être pris en charge quelle que soit leur situation. Là où il était possible pour les bénéficiaire du RMI de toucher cette allocation sans être pris en charge pour chercher un emploi ou une formation, désormais le Pôle Emploi à l'obligation d'accepter toutes les inscriptions.

### *« C'est aux travailleurs sociaux de se mobiliser »*

Sur la question de l'organisation des structures, il a expliqué qu'un seul organisme chargé de toutes les missions serait impossible à mettre en œuvre, tant les champs d'actions sont nombreux. La spécialisation rigoureuse pour chaque structure n'est pas non plus une solution et nierait de brillantes initiatives locales. C'est pourquoi le choix qui a été retenu a été celui de la liberté locale d'organisation, avec le Conseil général en chef de file. Il a reconnu malheureusement que ce choix a été un échec puisque très peu de départements se sont emparés de cette liberté et que la confusion n'a pas été éclaircie. Cette liberté existe néanmoins et il a donc appelé à la mobilisation des acteurs sociaux pour faire remonter au Conseil général leurs revendications sur l'organisation et la coordination de leurs structures. En ce sens, il a salué la présence dans ce séminaire de ces professionnels et les a invités à prolonger leurs engagements, à prendre conscience de leur marge de liberté dans le cadre de leur travail pour pousser à l'évolution du système.

### *« Les dispositifs d'aides sont volontairement ouverts »*

Martin Hirsch a expliqué que les réformes auxquelles il a pris part ont pris le risque de créer de la confusion pour chercher à donner de la souplesse aux dispositifs d'aide. Le CUI (Contrat Unique d'Insertion) par exemple est accessible à tous, avec des barèmes d'aides modulables selon

les départements. L'APRE (Aide Pour le Retour à l'Emploi) est également entièrement modulable. Cette aide financière est faite pour accompagner les personnes qui retrouvent un emploi. Le référent est entièrement libre dans le choix des critères, du montant et de la nature du projet à financer. Malheureusement, cette trop grande liberté peut immobiliser les acteurs, de peur d'être inéquitable.

### *« Avez-vous pensé au mécénat de compétence ? »*

Les congés d'utilité sociale sont une bonne idée sur le fond selon lui, mais leur mise en œuvre semble trop complexe. Par contre, il existe déjà la possibilité de favoriser l'engagement des salariés avec le mécénat de compétence, que certaines entreprises proposent facilement. Le salarié peut choisir de s'engager sur une durée déterminée dans un projet qui lui tient à cœur. L'entreprise continue de lui verser 40 % de son salaire, l'association qui l'accueille peut compléter une partie et des institutions séduites par la démarche peuvent également contribuer au financement.

### *« Le service civique n'est pas une réponse au chômage, mais peut contribuer à l'emploi »*

Les discriminations à l'embauche, le chômage des jeunes, le manque d'emploi... il existe des tas d'obstacles. Martin Hirsch a souhaité conclure sur le service civique, dont il est aujourd'hui le responsable national. Il a bien sûr rappelé que le service civique n'est pas une réponse au chômage et il a admis que cela restait une situation précaire. Néanmoins, il a insisté sur le fait que le service civique permet d'offrir à des jeunes de s'engager et de prouver leurs compétences. Comme il l'avait rappelé dans son intervention de la veille, Tourcoing vient de signer 108 contrats de services civiques. Pourquoi Roubaix ne lance-t-elle pas son programme, avec par exemple mission pour les jeunes engagés d'aller à la rencontre des autres jeunes pour les aider à trouver un emploi ?

# Les cahiers de l'UPC déjà parus

**N°1. Le creuset français, histoire de l'immigration** avec Gérard Noiriel

**N°2. Les politiques d'insertion sont-elles justes ?** avec Simon Wuhl

**N°3. Laïcité, Islam et République** avec Alain Gresh et Michel Tubiana

**N°4. L'Économie solidaire et l'insertion : quels gisements d'emplois ?** avec Bernard Eme

**N°5. Les différents visages du racisme** avec Mouloud Aounit et Pierre Tévanian

**N°6. 20 ans de TUC, CES, Emplois jeunes, quel bilan pour avancer ?** avec Bernard Gomel

**N°7. Mixité sociale ou assignation à résidence ?** avec Sylvie Tissot et Saïd Bouamama

**N°8. En attendant l'emploi, changer le travail** avec Bernard Gazier

**N°9. Esclavage-colonisation, qu'avons-nous fait de notre histoire ?** Avec Olivier Le Cour Grandmaison et Christiane Taubira

**N°10. Décroissance, terre et humanisme, du Sahara aux Cévennes** avec Pierre Rabhi

**N°11. Quelle autre Europe sociale ?** avec Bernard Gazier (à Valenciennes)

**N°12. Du RMI à l'allocation universelle** avec Yannick Vanderborght

**N°13. Quelle autre Europe sociale ?** avec Jean Claude Barbier ( au pays des Sept Vallées)

**N°14. Quelle autre Europe sociale ?** avec Jean Gadrey et Nicolas Postel (à Dunkerque)

**N°15. La science, le politique et le citoyen** avec Jacques Testart \*

**N°16. A quoi sert l'identité nationale ?** avec Gérard Noiriel \*

**N°17. Quelle autre Europe sociale ?** avec Dominique Méda

**N°18. Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ?** Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi

**N°19. Faut-il en finir avec l'insertion ?**

**Quel nouveau service public ?**

avec Robert Castel, Jean Gadrey et Bernard Eme.

**N°20. Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ?** 2<sup>e</sup> Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi

**N°21. Pour sauver la planète, sortez du capitalisme** avec Hervé Kempf

**N°22. La fin de ce monde n'est pas la fin du monde** avec Patrick Viveret

**N°23. Quel accompagnement socio-professionnel ?** avec Olivier Jeanson et Fabrice Moustiez

**N°24. Repenser les migrations**

avec Agnès Arquez Roth et Nancy L. Green

**N°25. Une "identité nationale", quelle réalité en 2010 ?** avec Denis Sieffert, Saïd Bouamama, Bruno Mattéi \*

**N°26. Vers une sécurité sociale professionnelle ?** avec Francis Kramarz

**N°27. Laissez tomber votre caddie** avec Christian Jacquiau

**N°28. Quelle citoyenneté urbaine ?** avec Jacques Donzelot

**N°29. Apprendre de la précarité ?** avec Florence Aubenas

**N°30. De l'Alma à l'Union : vers un éco-quartier exemplaire ?** avec Sylvain Coquerel et Lucien Kroll

**N°31. Inégaux devant la santé : une injustice inéluctable ?** avec Pierre Aiach \*

**N°32. Racisme mode d'emploi** avec Rokhaya Diallo

**N°33. Que peut-on partager avec les Roms à Roubaix ?** avec Clair Michalon

**N°34. Q ?** avec

**N°35. Économie solidaire et insertion** avec Martin Hirsch

\* à paraître



Directeur de la publication : Bruno Mattéi

Rédaction : Gilles Huchette

Photos : Héléna Salazar

Mise en pages : Martin Granger

Imprimé sur papier recyclé par Raza Prod

Tirage: 1000 exemplaires

ISSN : 1778-039X